



Bilan des activités du
Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes
Sous le Haut patronage du Recteur de l'Université de Genève

2021

En octobre 2016, l'Université de Genève a créé le *Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes* (CCDSEE) au sein de l'Institut d'études globales (*Global Studies Institute - GSI*). Les principaux objectifs du Centre visent à développer la recherche européenne de pointe dans une approche résolument interdisciplinaire, ainsi qu'à participer à l'enseignement au niveau de la Maîtrise en études européennes du Global Studies Institute.

Le Centre octroie des subsides à des doctorants et post-doctorants de l'Université de Genève de même qu'à des chercheurs qualifiés. Il a la mission entre autres d'organiser des séries de grandes conférences européennes, notamment celles de Viviane Reding, ancienne Vice-présidente de la Commission européenne et de Dimitris Avramopoulos, ancien Commissaire européen à la Migration, aux Affaires intérieures et à la Citoyenneté, d'inviter des enseignants de renom et des personnalités politiques à donner des cours ou diriger des séminaires aux étudiants du Master en études européennes. En outre, il a la faculté de confier des mandats à des chercheurs de haut niveau. Dans cette perspective, il développe des réseaux et pratique des échanges avec les institutions suisses, européennes et internationales qui se consacrent aux études européennes.

La finalité du Centre consiste à promouvoir et à développer la recherche interdisciplinaire de pointe. Grâce au réseau du Professeur Dusan Sidjanski, le Centre maintient une correspondance avec les hauts dirigeants de l'Union et les principaux hauts responsables nationaux, dont le Président Macron et le Secrétaire d'État aux Affaires européennes Clément Beaune, qui a pris part à notre Colloque sur l'avenir de la Zone euro en 2019.



Les crises en Europe ont dévoilé à la fois la force et la fragilité de l'UE. Depuis la grande crise importée des États-Unis en 2008 qui, de financière devint économique et sociale, une profonde interdépendance s'est développée entre les divers secteurs. Cette interdépendance a conduit l'Eurogroupe et le Conseil européen à imposer l'austérité qui reflétait l'obsession de l'Allemagne face à l'inflation. Ce fut Mario Draghi, en tant que Président de la BCE, qui avertit du danger de propagation des effets de l'austérité, faisant prendre conscience de l'interdépendance qui requiert une approche globale et souligne les limites de la stratégie sectorielle. Dès les origines de l'Union, il apparaissait insuffisant de l'analyser par le biais sectoriel. Et avec le développement de l'intégration, et malgré la tentation intergouvernementale, l'approche globale et interdisciplinaire fait partie de l'ADN européen. L'Université de Genève et son Global Studies Institute, bien que situés en dehors de l'Europe, s'inscrivent dans la vocation européenne marquée par le Centre européen de la culture de Denis de Rougemont et l'importance de la Genève internationale pour l'Europe, et en particulier pour l'UE qui joue un rôle important dans plusieurs organisations internationales.

Les recherches sur l'Europe recouvrent plusieurs axes qui s'articulent autour des concepts de fédéralisme et de démocratie. Ces axes permettent de mener à bien des travaux sur l'Europe politique à travers l'idée d'un noyau fédératif européen, sur les enjeux numériques et leurs implications pour le fonctionnement de la démocratie, sur le mode de vie européen et les possibilités d'un dialogue des cultures, sur les migrations, sur les enjeux climatiques et le financement de la transition écologique, sur la gouvernance de la zone Euro et le fédéralisme fiscal, sans oublier les relations de l'Union avec la Suisse.

Le Centre a pour mission de proposer des solutions face aux défis auxquels est confrontée l'Union. Cette démarche s'inspire de l'esprit et de l'approche des expériences du fédéralisme, tels que présentés dans les études et les publications de Karl W. Deutsch et de Dusan Sidjanski ainsi que dans les écrits de Denis de Rougemont.



COLLOQUES ET GRANDES CONFÉRENCES

Aucun colloque ni aucune conférence n'ont pu être organisés en 2021 en raison de la crise sanitaire. Dès que la situation le permettra, le CCDSEE compte organiser plusieurs événements :

Colloques à venir

- En 2022, grâce au soutien de la Fondation Latsis Internationale, un Colloque Latsis sera organisé conjointement par le Centre de compétences et l'*Institut de recherches sociologiques* de l'Université de Genève, intitulé « Face au défi migratoire : réponses européennes et soutien des villes ». Le colloque se proposera d'aborder la question de la migration en Europe sous le prisme du partenariat entre l'Europe et les villes, thématique centrale afin de faire émerger des idées novatrices pour soutenir l'élaboration au sein de l'Union européenne d'un véritable projet politique en matière de migration.
- Une Table ronde sous le haut patronage du Recteur de l'Université de Genève qui portera sur le thème de l'Antarctique et la stratégie à utiliser pour pouvoir élargir la zone de protection dans cette région.

Dr Antoine Firmenich, qui a organisé une expédition scientifique dans l'Antarctique, est prêt à mettre à disposition du CCDSEE et du Rectorat deux experts scientifiques qui ont participé à l'expédition et contribué à la publication du livre qui s'en est suivi. Antoine Firmenich nous prêtera des photos et des films destinés à être projetés pendant les présentations des auteurs. Leurs exposés seront suivis d'une Table ronde à laquelle seront invités également deux experts de l'Université de Princeton. La conclusion portera sur la proposition du Comité Scientifique de CCAMLR (Convention for the Conservation of Antarctic Marine Living Resources) de créer trois nouveaux MPAs (Marine Protected Areas / Aires Maritimes Protégées) qui n'a pas été ratifiée par la Russie et la Chine.



Grande Conférence à venir

En 2022, dans le cadre du Colloque Latsis sur le défi migratoire, le Centre organisera une Conférence Magistrale avec la participation de :

Margaritis Schinas

Vice-président de la Commission européenne en charge des migrations et de la promotion du mode de vie européen

qui interviendra sur le défi migratoire et les problèmes de la coordination européenne

et

Kostas Bakoyannis

Maire d'Athènes

qui interviendra sur le partenariat entre les villes et l'Europe quant à la question de la migration

Publications

Pour une Europe-Puissance, souveraine et démocratique. *Contribution à la Conférence sur l'avenir de l'Europe*, Février 2021

Auteur : Sandro Gozi, Préface et postface : Dusan Sidjanski

Résumé

Le Plan de relance de juillet 2020 est une étape importante qu'il faut prolonger en allant vers la création d'une Union politique et fédérative, de manière à pouvoir reprendre le contrôle sur les grandes questions transnationales à travers une nouvelle souveraineté démocratique européenne. Tel est l'objectif des propositions faites ici à la Conférence sur l'avenir de l'Europe par Sandro Gozi, député européen et professeur invité au Centre de compétences. Il faut placer les droits de l'homme et les libertés fondamentales au centre du projet d'intégration politique. Sur cette base,



le nouveau processus de transformation européenne devra miser sur les transitions numériques et écologiques, qui représentent un véritable choix de société et d'avenir. L'Union devra aussi avoir l'ambition de s'ériger en nouvelle puissance démocratique, à même de relever les principaux défis géopolitiques globaux et régionaux. Il faudra élaborer une stratégie contre les interférences étrangères dans nos processus démocratiques, mais aussi promouvoir une politique migratoire plus humaine et plus efficace, et développer une autonomie stratégique européenne au sein d'une alliance transatlantique renouvelée. Tout cela implique de repenser la relation entre Europe et puissance. À cette fin, les différentes options de réforme politique et institutionnelle sont évoquées, en privilégiant la possibilité d'avancer à travers un groupe dynamique de peuples et d'États, dans un espace continental à densité variable. L'élan nécessaire pour entamer cette nouvelle phase démocratique, transnationale et humaniste de la construction européenne, passera aussi par une mobilisation des citoyens, des institutions européennes, nationales et des représentants de la société civile organisée.

Promoting Europe as a sovereign and democratic power. *Contribution to the Conference on the Future of Europe, April 2021*

Author: Sandro Gozi, Preface and postface : Dusan Sidjanski

Summary

The recovery plan agreed in July 2020 is a key step forward. However, it will need to be built on in the process of creating a political and federal union, in order to enable the EU to take back control of major transnational issues through a new European democratic sovereignty. This is the aim of the proposals made here to the Conference on the Future of Europe by Sandro Gozi, MEP, and visiting professor at the Centre of Excellence. Human rights and fundamental freedoms must be front and centre of the political integration project. On that basis, the focus of the new European transformation process should be on digital and ecological transition, which represents a crucial choice for society and for the future. The Union must also set itself the ambition of establishing itself as a new democratic power capable of rising to the key global and regional challenges. A



strategy will need to be developed to counter foreign interference in our democratic processes, but also to promote a more humane and more effective migration policy, and to develop European strategic autonomy within a renewed transatlantic alliance. All this requires a rethink of the relationship between Europe and power. To this end, different political and institutional reform options are discussed, emphasizing the possibility of moving forward through a dynamic group of States and peoples in a continental area of variable density. The momentum needed to embark on this new democratic, transnational and humanist phase of European integration will also call for the mobilization of its citizens, European and national institutions, and representatives of organised civil society.

La finance au service de la transition écologique en Europe, Octobre 2021

Édité par Sandro Gozi, Dusan Sidjanski, François Saint-Ouen

Résumé

Le plan de relance de l'UE offre la possibilité de réorienter l'économie du continent vers des objectifs écologiques, avec en point de mire la neutralité carbone à l'horizon 2050. Les enjeux prioritaires sont économiques, écologiques et bien sûr sanitaires. La mobilisation des jeunes pour le climat est aussi un facteur important, auquel s'ajoute l'activisme de certaines ONG. Il s'y ajoute le défi de l'utilisation des technologies émergentes en faveur de la protection de l'environnement. Quels instruments financiers pour favoriser la transition écologique ? Un pouvoir fiscal européen aurait une vraie valeur ajoutée, de même qu'une taxe carbone qui rendrait plus cher les produits carbonés. Tout cela devra s'inscrire dans une stratégie à long terme comprenant également des objectifs sociaux. Dans ce contexte, il faudrait lancer un programme ambitieux d'investissements dans les biens publics européens et canaliser durablement les investissements (ceux de la BEI notamment) vers un nouveau modèle de développement axé sur la décarbonation, la reforestation et l'économie circulaire.



Grands projets en cours

Vers l'Union politique fédérative

Grâce à un subside de départ (seed grant) octroyé par la Fondation *Compagnia di San Paolo*, le Centre de compétences a démarré cette recherche en février 2021 en collaboration avec le *Centro Studi sul Federalismo* de l'Université de Turin. L'idée centrale est d'approfondir l'idée d'un noyau politique et d'une Union politique fédérative. Cette enquête est menée par questionnaire et dans certains cas par interviews en ligne. Un premier rapport sur les données recueillies, corédigé par François Saint-Ouen et Sabrya Hamidi, a été adressé à la Fondation *Compagnia di San Paolo* (Turin). En 2022, les interviews se poursuivront afin de donner lieu à une publication plus substantielle.

Contribution à la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Dans le cadre d'un mandat confié à notre professeur invité Sandro Gozi, ce dernier a rédigé une étude des moyens institutionnels et politiques pour avancer vers une Union politique fédérative, complétée par une préface et postface rédigées par le Professeur Dusan Sidjanski. Cette étude, intitulée « Pour une Europe-Puissance, souveraine et démocratique », a été publiée en février 2021 et diffusée en tant que contribution à la Conférence sur l'avenir de l'Europe. En décembre 2021, Prof. Dusan Sidjanski a été invité à participer à la Conférence en tant qu'expert lors d'une session du 2^{ème} Panel de Citoyens européens. Son intervention portait sur le processus de décision au sein de l'UE.

Suisse - Union européenne : à la recherche d'un cadre durable

A la suite de la première étude qui a été publiée par Blaise Fontanellaz et François Saint-Ouen, le CCDSEE souhaite explorer la vision des rapports Suisse-UE depuis les milieux européens à



Bruxelles. Plusieurs demandes de soutien à la continuation de cette recherche ont été faites, qui n'ont pour le moment pas abouti.

La Convention des Maires

Le rôle des autorités locales et régionales dans la lutte contre le réchauffement climatique, pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'augmentation de l'usage des énergies renouvelables au sein de leurs territoires. Étude du rôle de la Convention des Maires.

L'évolution de la Zone euro et la problématique du fédéralisme fiscal

Cette recherche est conduite depuis plusieurs années par l'un des chercheurs au Centre, Christakis Georgiou. Christakis étudie à la fois le débat en cours depuis 2010 sur la réforme de la Zone euro, le débat autour de New Generation EU ainsi que l'évolution historique de la zone euro dans une approche comparative avec l'évolution des institutions correspondantes des Etats-Unis. Il a obtenu en décembre 2020 un subside Spark du FNS pour ce dernier projet. Ces recherches ont débouché sur plusieurs publications et communications lors de colloques du Centre mais aussi à l'étranger. Christakis travaille actuellement sur un projet d'ouvrage sur la base de son projet comparatiste.

Les enjeux liés à l'intelligence artificielle et la démocratie

Dans le débat sur le rôle des technologies numériques dans les démocraties pluralistes, l'intelligence artificielle (IA) est probablement la plus controversée. Cette technologie suscite les plus grands espoirs et soulève également de nombreuses préoccupations. L'Union Européenne joue un rôle de leader quant à la gouvernance de cette technologie et des données qui lui sont nécessaires pour son développement. L'approche de l'UE en matière d'IA donnera aux citoyens la confiance nécessaire pour s'approprier ces technologies, tout en encourageant les entreprises à les développer. Dans ce contexte, la recherche menée par Jérôme se concentre sur la participation citoyenne. La première étape de sa recherche s'est axée sur une cartographie des opportunités et dangers que représente l'IA dans la relation citoyen-gouvernement. Un manuscrit qui sera publié



en juin 2022 discute les résultats de cette première étape. La deuxième étape de cette recherche se concentre sur les compétences numériques et le regard critique de la société civile pour bénéficier de cette technologie. En effet, aujourd'hui encore, les technologies numériques, et plus particulièrement l'IA, restent dans les mains d'un petit nombre d'acteurs, qui décident de ses développements. Les populations marginalisées, les migrants, les femmes, et la jeunesse ne sont que très rarement consultés, et manquent souvent de compétences numériques clés. Il est donc urgent de proposer des recommandations afin d'assurer une participation plus inclusive aux développements technologiques et à leurs bénéfices.

Partenariats

Durant l'automne 2020, un partenariat a été conclu avec la *Compagnia di San Paolo* et le *Centro Studi sul Federalismo* de Turin pour des recherches concernant la création d'une Union politique fédérative au sein de l'Union européenne. Les travaux ont débuté en janvier 2021.

Le Centre continue sa collaboration avec le Think Tank *Re-Imagine Europa (RIE)*, fondé par Valérie Giscard d'Estaing à l'OCDE à Paris en 2018. En tant que membre du Comité consultatif, et en amont de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le Professeur Sidjanski a contribué à l'élaboration d'une proposition pour une nouvelle Europe post-Covid qui parle aux citoyens européens et qui permettra à l'Union européenne de répondre aux multiples défis auxquels elle doit faire face.

Professeurs invités

Au cours de l'année académique 2021-2022, **Sandro Gozi**, ancien Secrétaire d'État aux affaires européennes du gouvernement italien, Député européen Renew Europe et Président de l'Union des Fédéralistes Européens, a été invité au Centre. En février 2022, il assumera la direction d'un



séminaire sur « Europe 2030 : enjeux et défis de l'avenir de l'UE ». Il participera également à la préparation du cinquième colloque du Centre durant le semestre de printemps. Nous proposons que ce colloque s'articule autour des quatre thématiques traitées par les panels qui constituent la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Ce sera l'occasion d'entendre les impressions et les résultats des travaux des membres des institutions européennes.

Par ailleurs, dans le cadre d'un mandat de recherche que le Centre lui avait confié, Dr Sandro Gozo a rédigé un rapport destiné aux hauts responsables européens qui a été publié en février 2021 et diffusé en tant que contribution à la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Chercheurs affiliés

François Saint-Ouen, ancien chargé de cours au GSI et Secrétaire général du Centre européen de la culture, est responsable des travaux préparatoires et de la coordination de plusieurs projets en cours, notamment :

- L'Union politique fédérative
- Suisse-UE : à la recherche d'un cadre durable
- La Convention des Maires pour le climat et l'énergie

Il est par ailleurs responsable des publications du Centre. En 2021 sont parus trois ouvrages :

- « Pour une Europe-puissance, souveraine et démocratique : Contributions à la Conférence sur l'avenir de l'Europe », publié en février 2021 ;
- « Promoting Europe as a sovereign and democratic power », publié en avril 2021 ;
- « La finance au service de la transition écologique en Europe », publié en octobre 2021.



Georges Kolyvas, ancien haut fonctionnaire à la Commission européenne, chercheur affilié au Centre de compétences qui collabore avec Dusan Sidjanski depuis plusieurs années et est co-auteur avec lui d'études et de propositions sur le développement de l'économie grecque. A l'occasion de la création du Centre de compétences, George Kolyvas a participé à l'inauguration et a contribué aux actes de notre premier Colloque sur « Union de valeurs ? » par son étude « EU investing in economic, social and territorial cohesion after 2020 ». Depuis lors, il est affilié au Centre et à titre d'expert en finances et économie européenne il a été invité à prendre part au Colloque III sur la Zone euro. Fin 2020, il a été élu Président de la section hellénique de l'Union des Fédéralistes Européens.

Miroslav Jovanovic, docteur en économie de l'Université de Belgrade, est chargé de cours au GSI. Il a travaillé pendant 27 ans à l'Organisation des Nations Unies à New York et à Genève au sein de la Commission économique pour l'Europe. Il a enseigné dans plusieurs universités en Europe, aux Etats-Unis et en Asie et a publié de nombreux livres et articles dans le domaine de l'intégration économique internationale et de l'UE. Il a publié l'ouvrage « **Evolutionary spatial economics: Understanding economic geography and location over time** » chez Edward Elgar, UK, en 2020.

Summary :

Technological progress and economic policies have enabled many economic activities to become highly mobile. A crucial question in contemporary economics therefore concerns where they will locate and relocate themselves in the future. This comprehensive, innovative book applies an evolutionary framework to spatial economics, arguing against the prevailing neoclassical equilibrium model and providing important theoretical and concrete insights.

Throughout this book, Miroslav N. Jovanović uses evolutionary concepts to analyse the behaviour of a multitude of players in the economic arena, from individuals to firms, institutions and industries, considering the ways in which they act, react, interact, adapt and change over time. The author begins with a thorough exploration of the theory underpinning his arguments and the history of the subject. Chapters then apply these concepts to an examination of current topics, including the supply chain economy, market



structures, globalisation, international firms and regional policies, creating a strong argument for the importance and utility of an evolutionary model and illuminating areas of future enquiry.

Il est chargé du développement de l'antenne du CCDSEE au sein de la Novi Sad School of Business en Serbie où il est enseignant. Il donne également des cours au département d'études européennes juridiques et politiques à la Business Academy de Novi Sad.

Il a été invité par l'Université de Saint-Petersbourg en Russie comme intervenant principal lors de leur Conférence Internationale annuelle en avril 2021. Il y a également donné une série de cours en novembre 2021 au sujet de la politique de concurrence au sein de l'UE.

Frédéric Esposito, titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université de Genève, est chargé de cours au GSI. En tant que chercheur affilié du Centre, il contribue à l'organisation de nos conférences et colloques.

Enseignants et Chercheurs

Christakis Georgiou a été engagé en août 2017. Docteur en science politique de l'Université de Montpellier, spécialisé dans l'économie politique de l'intégration européenne, ses travaux portent en particulier sur la mobilisation et l'influence exercée par les élites *corporate* françaises et européennes dans l'évolution du processus d'intégration, et se situent au carrefour de plusieurs disciplines : économie politique internationale et comparée, sociologie économique et sociologie de l'Etat. Christakis travaille principalement sur un projet d'économie politique historique comparant le rôle des grandes firmes et des élites *corporate* européennes dans la construction de la Zone euro depuis les années 1980 à celui des grandes firmes et élites *corporate* américaines dans l'évolution des institutions de gouvernance économique aux Etats-Unis durant la première moitié du XXe siècle.

En décembre 2020, Christakis a obtenu un subside « Spark » du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) pour son projet comparatif Union européenne - Etats-Unis. Ce subside lui permettra de financer ses recherches relatives à ce projet durant les deux prochaines années, recherches dont il ambitionne de tirer un ouvrage.

Dans le cadre de son projet FNS, il est Visiting Fellow à l'Institut Universitaire Européen à Florence en Italie de septembre 2021 à juillet 2022.

Depuis l'année académique 2020-21, Christakis dispense un séminaire de Master sur l'économie politique de la Zone euro dans le cadre du Master en études européennes du Global Studies Institute.

Jérôme Duberry a été engagé en mars 2018. Il est titulaire d'un doctorat en relations internationales de l'Université Pompeu Fabra (Barcelone), et de deux Masters de l'Université de Genève et de l'École Diplomatique de Madrid (Ministère des Affaires Étrangères Espagnol). Ses activités de recherche portent sur la participation de la société civile aux processus d'élaboration des politiques publiques, et plus particulièrement sur l'utilisation des technologies numériques, y compris l'intelligence artificielle. Ses intérêts de recherche s'étendent aux différentes formes de gouvernance en Europe, et en particulier au projet fédéraliste. Au sein du Global Studies Institute, il enseigne le cours intitulé "Technologies numériques, Europe et relations internationales" et contribue au cours interdisciplinaire sur les technologies. Dans son second ouvrage, dont la publication est prévue pour juin 2022, il explore les enjeux de l'intermédiation de la relation citoyen-gouvernement par différentes formes et utilisations d'intelligence artificielle.

Assistante de recherche et d'enseignement

Ema Galifi, titulaire d'un Master en Études européennes du GSI, pour lequel elle a reçu le « Prix d'excellence », a été nommée assistante de recherche et d'enseignement en mars 2018. Dans le cadre de son projet doctoral, elle travaille sur le « Dialogue des cultures » (concept de Denis de Rougemont) en Méditerranée dans la perspective de lui insuffler un nouvel élan et cela, dans un



contexte de crise généralisée, en puisant dans la pensée fédéraliste jointe à une réflexion sur la modernité et le rapport qui unit sociétés, cultures et nature (Kenneth White).

Dans le cadre des recherches du Centre, elle développe un projet de réflexion sur le mode de vie européen dans le double but d'une intégration des migrants à ce mode de vie et d'une meilleure évaluation des tenants et aboutissants de la transition écologique sur les comportements de la vie quotidienne. Par ailleurs, face à la situation actuelle d'un état d'urgence sanitaire, elle effectue des recherches sur les conséquences de la pandémie pour notre mode de vie européen.

A la demande Professeur Dusan Sidjanski elle a étudié sa correspondance avec Jean-Louis Quermonne sur le fédéralisme européen. Jean-Louis Quermonne a adopté le concept de fédéralisme intergouvernemental inspiré par Maurice Croisat, avec qui il a publié un ouvrage du même titre. Croisat a rapporté ce concept de son séjour au Canada où il est largement utilisé dans les accords des relations entre les États membres de la Fédération canadienne. Ce type de collaboration entre Cantons suisses est appelé le fédéralisme coopératif. La réplique de Dusan Sidjanski constate que la reprise de cette conception pour qualifier le fédéralisme européen revient à utiliser cette appellation dans le cas de l'Union européenne, ce qui est une erreur de méthode. En effet, si ce terme peut être justifié dans son usage dans un État fédéral qu'est le Canada, il n'est pas valable dans une jeune Union européenne en plein développement mouvementé. Dans le milieu européen ce terme comporte une contradiction. Cette discussion fut un des points principaux des échanges entre Jean-Louis Quermonne et Dusan Sidjanski.

Ema Galifi a aussi collaboré avec Jérôme Duberry dans le cadre d'une réflexion sur les valeurs européennes à l'épreuve des technologies numériques ainsi que sur le narcissisme et les réseaux sociaux.



Pendant le semestre d'automne, elle a dirigé le séminaire du Master en études européennes du GSI, « Qu'appelle-t-on culture européenne ? ». Elle est chargée d'organiser le futur séminaire de Sandro Gozi « Europe 2030 : enjeux et défis de l'avenir de l'UE ».

Proches collaborateurs du Centre

Diplômée du Master en études européennes (MAEE) en février 2019, **Sabrya Hamidi** a consacré son mémoire de recherche à la transition écologique et la poursuite de la construction du projet européen.

Entre mars et août 2021, Sabrya a collaboré avec François Saint-Ouen en tant qu'assistante dans le cadre d'une recherche financée par la *Fondation Compagnia di San Paolo*. Elle a été chargée de recueillir et d'analyser les positions des responsables politiques et économiques ainsi que des organisations de promotion de l'idée européenne à Bruxelles et dans certains pays membres de l'UE à propos de la création d'un noyau politique au sein de l'Union européenne.

Le Centre bénéficie des services du bureau du Professeur Sidjanski géré par **Patricia van Gene Sallet** ainsi que de la contribution des assistantes de recherche **Leïla Fall** et **Julia Accardo**.

STRUCTURE INSTITUTIONNELLE

Comité de direction

Le Comité de direction du *Centre de compétences* est constitué par les **Professeurs Nicolas Levrat (Président) et René Schwok**, qui ont été délégués par le Comité de direction du GSI.

Prof. Dusan Sidjanski est membre *ex officio*.

Dr Didier Raboud, Secrétaire général de l'Université de Genève, a été nommé nouveau membre lors de la séance du Comité de direction du 3 novembre 2017.

Barbara Laurent-Lucchetti est invitée permanente au titre d'administratrice du GSI.

Le Comité de direction assure toutes les tâches de direction administratives, exécutives, financières et scientifiques. Il prend ses décisions par consensus en réunions du Comité de direction ou, si nécessaire, par un vote par correspondance. En cas de désaccord, il est procédé à un vote à la majorité simple. La voix du Président compte double dans le cas d'un vote *ex æquo*.

Conseil consultatif

Le Comité de direction du *Centre de compétences* a invité les personnalités suivantes à faire partie du Conseil consultatif :

- **Dimitris Avramopoulos**, ancien Commissaire européen à la Migration, la Citoyenneté et aux Affaires intérieures, ancien Ministre des Affaires étrangères et de Défense de Grèce
- **Micheline Calmy-Rey**, Professeure invitée au GSI, ancienne Présidente de la Confédération suisse, ancienne Conseillère fédérale aux affaires étrangères



- **Fausto de Quadros**, Professeur émérite à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne, Chaire Jean Monnet en droit constitutionnel européen
- **Jacques de Watteville**, ancien Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, ancien Ambassadeur de Suisse auprès de l'UE
- **Antoine Firmenich**, Président Alatus Capital S.A. Suisse, Ph.D. en biologie moléculaire, Université de Stanford
- **Christine Kaddous**, Professeure de droit, Directrice du Centre d'études juridiques européennes de l'Université de Genève
- **John Latsis**, Associate Professor of Social and Organisational Theory, University of Reading
- **Viviane Reding**, Membre du Parlement européen, ancienne Vice-présidente de la Commission européenne
- **Jean Pierre Roth**, ancien Président de la BNS, ancien Président de la BCGE
- **Jean Russotto**, Partenaire senior de Steptoe & Johnson LLP à Bruxelles, expert dans le domaine des relations Suisse-UE
- **Paul Taylor**, Professor emeritus of International Relations, London School of Economics & Political Science
- **Charles Wyplosz**, Professeur honoraire d'économie à l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID)

La tâche des conseillers d'honneur appartenant au Conseil consultatif consiste à participer à une ou deux réunions par an, au cours desquelles ils ont l'occasion de formuler leurs avis et leurs recommandations sur le programme de recherche et d'enseignement, sur les personnalités invitées à donner une conférence magistrale, ainsi que sur les activités générales du *Centre de compétences*. Ils ont en outre la possibilité de prendre part à un groupe de réflexion sur le thème de leur spécialisation. Les membres du Conseil consultatif peuvent être invités à prononcer une conférence



au CCDSEE dans le cadre du Global Studies Institute de l'Université de Genève, ainsi qu'à prendre part aux colloques et réunions organisés à l'Université de Genève.

En guise de remerciement

Dusan Sidjanski et les membres du Comité de direction expriment leur reconnaissance au **Professeur Yves Flückiger**, Recteur de l'Université de Genève, pour ses encouragements et son Haut Patronage.

Ils tiennent à témoigner leur gratitude pour leurs soutiens fidèles à **Dr Spiro Latsis et Madame Margarita Latsis**, ainsi qu'à **Dr Antoine Firmenich et Patrick Firmenich**, sans lesquels le *Centre de compétences* n'aurait pas pu être lancé.

Le Centre est redevable au **Fonds Pierre et Christophe de Margerie** d'avoir mis à disposition des bourses permettant à des chercheurs et étudiants méritants de contribuer à ses travaux. Il remercie également la **Fondation Calouste-Gulbenkian** pour l'octroi d'un subside qui n'a malheureusement pas encore pu être utilisé à cause de la pandémie.